



HAL
open science

Le Centre des Archives du Monde du Travail à Roubaix

Christian Hottin

► **To cite this version:**

| Christian Hottin. Le Centre des Archives du Monde du Travail à Roubaix. 2004. halshs-00010114

HAL Id: halshs-00010114

<https://shs.hal.science/halshs-00010114>

Submitted on 10 Apr 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Centre des Archives du Monde du Travail à Roubaix

Christian Hottin

Mission Ethnologie / Ministère de la Culture

Christian.hottin@culture.gouv.fr

Description technique du bâtiment

Centre des Archives du Monde du Travail

Site : www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt

Dates de construction : 1989-1993

Architecte : AREA Sarfati

Maître d'ouvrage : Etat

Coût : 21 350 000 Euros (soit 140 000 000 MF; dont 123 pour la construction et 22 pour l'équipement)

Superficie au sol : 2400 m²

SHON : 15400 m², *Surface utile* : 13900 m². Pas de réserve foncière.

Magasins

Historique : en 2002 40 kml. sont équipés sur le 50 kml. de capacité prévus à terme. Un nouveau magasin devrait être prochainement mis en service. 25 kml. sont occupés.

Superficie générale : 8000 m²

Rayonnages fixes : 16,2 kml. Rayonnages mobiles : 31,4 kml (à terme). Transstockeur de 240 casiers de 1 m³

Matériaux : Brique et fonte pour les parties les plus anciennes, béton, aluminium et staff pour les parties contemporaines.

Système de régularisation climatique : climatisation et filtrage d'air.

Prévention anti-incendie : système de détection ionique géré par une centrale de télé-surveillance.

Alarme anti-intrusion.

Magasins spécifiques : 680 tiroirs et 1300 alvéoles répartis en 4 magasins. Un cinquième magasin est disponible.

Conservation et protection : ni reliure, ni restauration. Préparation d'expositions, atelier de photographie équipé pour la prise de vues et le microfilmage. Un autoclave existe, ne fonctionne plus actuellement.

Salle de tri : une salle principale et différents espaces aménagés dans les magasins. Pilon.

Locaux de recherche : salle de lecture de 48 places, consultation des plans : 4 places, consultation des microformes : 4 places, consultation des vidéos : 4 places. 2 salles de travail en groupe.

Espaces culturels : 1000 m² au rez-de-chaussée et 4 plateaux d'exposition dans les étages. Salle de conférence de 200 places (projection vidéo et cinéma, cabine de traduction simultanée). 3 salles de réunions de 20 places.

Locaux administratifs : 16 bureaux, un centre de documentation pour le personnel du service.

Espaces de détente : coin repos pour les lecteurs, cuisine pour le personnel.

1% culturel : Ingo Maurer, *Light objects*. Ensemble de deux luminaires représentant la femme et l'homme de l'ère industrielle.

Logements : appartements de fonction pour le directeur et le gardien, un studio au rez-de-chaussée.

Bâtiments d'archives, vingt ans d'architecture française (1965-1985) ne consacrait qu'une page au « Centre d'archives (sic) du monde du travail à Roubaix », alors présenté comme le premier des cinq centres prévus. Devenu depuis le Centre des archives du monde du travail, dernier en date des centres des Archives nationales et seule construction réalisée pour cette institution depuis l'achèvement du CARAN (1986), il tire sa double originalité architecturale de son implantation dans un ancien site industriel prestigieux (la filature Motte-Bossut de Roubaix) et de la grande attention apportée aux espaces culturels dans son aménagement. La forte volonté politique qui présida à sa naissance et l'importance de la perception symbolique du bâtiment s'ajoutent à ces particularités initiales pour conférer au lieu une riche personnalité en plein accord avec la spécificité des missions de l'établissement.

Une volonté politique

Le premier mouvement en faveur de la collecte d'archives d'entreprises aux Archives nationales remonte à la création de la Section des archives privées et économiques par Charles Braibant en 1949. Toutefois, la décision de 1983, relative à la création des centres d'archives du monde du travail, ne peut être regardée comme le simple prolongement, à plus grande échelle, d'une action déjà existante. En effet, la communication présentée par Jack Lang le 21 septembre 1983 s'inscrit dans le contexte des nationalisations décidées après le 10 mai 1981 : ces mesures font entrer dans le secteur public un grand nombre d'entreprises, ce qui étend considérablement le champ d'action de l'Etat dans la sphère économique, y compris dans la collecte des archives des entreprises. Les centres d'archives du monde du travail constituent une réponse à ces nouvelles missions.

Ces années sont aussi celles de la première grande crise économique de l'après-guerre, commencée avec le choc pétrolier de 1974. Alors que les fermetures d'usines et les destructions de bâtiments se multiplient, de nombreux fonds d'archives sont détruits. La crise est particulièrement virulente dans le Nord - Pas-de-Calais où elle touche tous les secteurs (mines, sidérurgie, mécanique). Elle est alors singulièrement dramatique à Roubaix et Tourcoing, villes de monoproduction textile. Visitant la ville en 1982, François Mitterrand parle d'une « cité en péril ». Pierre Mauroy, maire de Lille et Premier ministre de 1981 à 1984, est au coeur du choix de Roubaix comme lieu d'implantation du premier centre interrégional d'archives d'entreprises.

Les bâtiments existants : un « château de l'industrie »

Popularisée par une étude sur l'architecture industrielle du Nord publiée en 1979, cette expression renvoie de manière paradigmatique à la filature Motte-Bossut de Roubaix, dont la photographie apparaît du reste en couverture de l'ouvrage. La société Motte-Bossut naît en 1843 ; sa première filature, une bâtisse gigantesque détruite en 1866 par un incendie, se situe déjà dans le quartier. L'usine actuelle est construite à partir de 1864, et constitue dans un premier temps une annexe de l'établissement principal. En 1866, le premier bâtiment, long de 50 mètres, pourvu d'une tour et dominé par la célèbre cheminée crénelée, est achevé. Entre 1866 et 1876, cet édifice est doublé d'un autre (bientôt flanqué d'une tour rectangulaire), de même longueur, dont il demeure séparé par une rue. Celle-ci est supprimée en 1891 et un corps de bâtiment perpendiculaire coiffé d'un pignon à pas de moineau réunit les deux constructions existantes. L'ensemble mesure près de 120 mètres de long. Grâce au rachat de plusieurs usines voisines, les constructions se poursuivent jusqu'en 1905, date de l'achèvement de l'entrée monumentale de l'usine, encadrée par deux tours rondes crénelées.

Entièrement en briques, le vaisseau principal cache une structure qui fait largement appel au métal. Voûtains de brique renforcés de fer, poutres en fer et colonnes en fonte permettent aux cinq étages de supporter les masses importantes des métiers à filer. Le principal intérêt de ce procédé d'origine anglaise « *fire proof* » est cependant son excellente résistance en cas d'incendie. Avant la construction entreprise en 1864, les établissements Motte-Bossut avaient à deux reprises été détruits par le feu. La structure intérieure du bâtiment ne sera jamais notablement modifiée au cours de l'existence de l'usine.

Bien que sa construction ait duré plus de 40 ans, la filature présente une grande unité stylistique, les architectes successifs, malheureusement anonymes, ayant toujours conservé le vocabulaire décoratif initial, véritable synthèse de citations médiévales et de références vernaculaires reliées par une profusion d'arcatures. Elle domine de sa hauteur courées et entreprises voisines. Edifice d'une monumentalité presque agressive au cœur d'une ville alors pauvre en monuments publics, elle s'impose comme un élément essentiel de la structuration du paysage urbain, ainsi qu'en témoignent les nombreuses cartes postales anciennes. De ce fait, son inscription à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques (en 1978) et sa préservation après la fin de l'entreprise (1981) en font un lieu tout désigné pour le futur centre d'archives. Cette décision devient officielle en décembre 1984.

Programme, concours, projets

Le programme et le concours se déroulent dans le contexte d'une relation à trois entre l'Etat, la Région et la ville de Roubaix. Le 27 avril 1984, la construction du centre est inscrite au

contrat de plan Etat-Région, cette dernière s'engageant à participer aux investissements à hauteur de 25 % du budget initial. La ville de Roubaix, qui a décidé de racheter les lieux pour y implanter un centre de nouvelles technologies et de communication, cède gracieusement à l'Etat le bâtiment principal de la filature.

Cette forte implication des collectivités territoriales explique certains traits originaux du programme de réaménagement du site : avec le centre de communication (qui occupera les autres bâtiments de la filature conservés) et la plate-forme vouées aux transports (métro, tramways et bus) les archives sont un élément essentiel de la renaissance du quartier. Selon le programme du centre d'archives l'imbrication entre le centre de communication et celui des archives doit être forte : le hall d'accueil, la zone d'animation culturelle et la salle de conférence de 250 places (ramenée à 20 places lors de la réalisation), bien que situés dans le bâtiment principal, pourront être partagés par les deux établissements. Cette prescription n'explique pourtant que partiellement l'importance capitale donnée à ces espaces, inhabituelle pour un centre d'archives. En fait, le centre étant amené à travailler avec des entreprises, il doit développer des actions de partenariat avec les différents producteurs de documents et apparaître comme un lieu de rencontres et d'échanges. Les espaces culturels répondent à ce besoin. Outre l'extension des fonctions culturelles, le centre doit répondre à des besoins purement archivistiques : tri, élimination, conservation, communication. Plusieurs « axes d'innovations technologiques » s'insèrent dans cette partie du programme : le bâtiment doit être intégralement câblé, pouvoir accueillir facilement des personnes handicapées, offrir toutes les garanties face aux incendies et permettre la conservation d'archives produites sur tout type de support. Sur les 40 kilomètres linéaires de stockage prévus à l'ouverture, une part doit être assurée par l'automatisation des magasins de conservation, aussi l'implantation d'un transstockeur est-elle d'emblée préconisée.

Des six projets présentés en 1985 lors du concours d'architecture, celui d'Alain Sarfati est retenu. Le parti général peut être ainsi défini : « Deux structures expriment modernité et historicité : à chaque fonction correspond une structure, l'histoire et le futur sont présents sur un même site. La tension plastique du projet se développe dans le contraste entre l'intérieur et l'extérieur » (Note de présentation du projet). Il se caractérise par une intime imbrication des institutions (des locaux commerciaux sont même prévus au rez-de-chaussée du centre d'archives), et par une forte intervention sur l'apparence extérieure de l'édifice. Bien que jugé non recevable par la CRMH, ce projet est préféré à ceux qui, trop soucieux de préserver les façades, ne parviennent pas à arracher les lieux à leur passé industriel. Les points forts du projet résident dans une ouverture symbolique en direction de la ville, grâce à la création d'une grande entrée à l'ouest, et surtout dans une répartition judicieuse des espaces selon les fonctions : les trois composantes historiques de l'édifice (1864, 1876 et

1891) fondent la structuration tripartite du centre (valorisation culturelle, conservation-communication et accueil). Les étapes ultérieures de la réalisation amènent la réduction des interventions extérieures et confèrent au centre une autonomie totale par rapport aux autres établissements du site. En revanche, la disposition intérieure des services demeure inchangée dans ses grandes lignes.

1988-1993 : de la construction à l'inauguration

Les travaux commencent en 1989 sur un projet remanié, esthétiquement plus sobre mais doté des mêmes caractéristiques fonctionnelles que celui présenté lors du concours. En 1989 débutent les démolitions, qui affectent surtout la partie orientale du bâtiment, totalement évidée. Dès 1990, il faut renforcer les fondations pour contrecarrer un affaissement de la partie occidentale. Puis, c'est de nouveau à l'est que se portent les efforts, avec l'introduction dans les fondations de pieux de béton jusqu'à 18 mètres de profondeur de part et d'autre du tunnel de délestage du métro. Le gros oeuvre est achevé en 1992. Le CAMT est inauguré en octobre 1993.

Implanté dans le quartier des Longues haies, coeur du mouvement ouvrier roubaisien évoqué par Maxence van der Meersch dans *Quand les sirènes se taisent*, le CAMT occupe le dernier bâtiment témoignant de la brutale industrialisation de ce quartier vers 1850. Comme autant de couches archéologiques sur un relevé, les espaces voisins restituent 150 ans d'histoire urbaine : dernières courées ouvrières face aux hôtels des rois de la laine, cheminées d'usine non loin des campaniles du pouvoir municipal, tours et barres des rénovations radicales conduites dans les années 60 au contact des bureaux et centres commerciaux conçus lors de la reconquête du centre-ville menée depuis 1985. Le Centre des archives du monde du travail émerge de ce chaos urbain, ouvert sur la ville par le portique métallique tendu entre les deux tours de la façade occidentale.

Cette entrée monumentale donne accès aux espaces culturels. Pour reprendre la problématique du projet, l'historicité du lieu est affirmée à l'extérieur (modestie des interventions sur l'enveloppe architecturale, mis à part la transformation du toit), tandis que la modernité de la fonction culturelle s'exprime à l'intérieur. Les six niveaux d'origine sont conservés mais ont été percés de vastes trémies ceintes de coursives et reliées par des passerelles en escaliers. L'ensemble, qui se prête à des jeux de perspectives saisissants, voit son originalité rehaussée par les grands luminaires d'Ingo Maurer. Le tout constitue les espaces d'expositions, en lien direct avec la vaste salle de conférence située au premier étage. Deux ascenseurs panoramiques et deux escaliers desservent cet ensemble.

L'entrée nord, ancienne entrée des ouvriers de l'usine, occupe le fond de la voie bordée par les locaux du Centre de communication. L'accueil des chercheurs et du personnel occupe le bâtiment construit en 1891 pour relier les deux parties de la filature. Totalement évidé et baigné d'une douce lumière zénithale, il donne accès par deux ascenseurs aux espaces de travail : salle de lecture au premier étage du côté oriental, service éducatif au deuxième, bureaux de l'administration au troisième et au quatrième du côté occidental. Le dernier étage du pavillon d'entrée abrite le logement de fonction du directeur.

A l'exception de la salle de lecture, dont l'emplacement est marqué par une verrière en large encorbellement sur la rue, la partie est de l'édifice est dévolue à la conservation des documents. Par un effet de chiasme avec la partie occidentale, l'historicité de la fonction est ici masquée par la modernité de la forme (toiture surélevée en arc de cercle, gaines des circuits d'aération saillantes, circulations verticales hors-oeuvre). C'est pourtant l'intérieur qui recèle les équipements les plus modernes. Le bâtiment évidé offre au passant six niveaux de fenêtres, il comporte en fait huit étages, dont six de magasins. La transstockeur occupe une partie du rez-de-chaussée et du premier étage, où se trouve également le laboratoire photographique. Chaque étage de conservation se compose de cinq magasins, desservis par un couloir commun et des portes de communication et relié au reste de l'édifice par trois monte-charges, un pater noster et trois escaliers de secours extérieurs. A l'extrémité orientale est implanté le quai de déchargement, en relation directe avec les salles de tri, de désinfection et le transstockeur.

Depuis l'inauguration, peu de modifications ont été apportées au programme exécuté, ce qui prouve la très bonne conception d'ensemble de l'édifice et son appropriation aisée. Certains espaces demeurent toutefois sous-employés, et la salle de tri, initialement prévue au rez-de-chaussée, a été transférée au quatrième étage, dans une pièce plus lumineuse.

Interprétations, représentations

En proposant une interprétation du bâtiment fondée sur le rapport dialectique entre modernité et historicité (dialectique renforcée par le traitement différencié des espaces, intérieurs et extérieurs, est et ouest), Alain Sarfati renoue avec la tradition, un temps interrompue, d'une architecture signifiante pour les dépôts d'Archives. Des grands dépôts parisiens, aux murs aveugles, aux hôtels élégants des premières archives départementales (on pense à celles de la Gironde inspirées de la façade de la bibliothèque Sainte-Geneviève), on peut faire le compte au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e des bâtiments d'archives pour lesquels la forme

architecturale mérite d'être regardée comme une tentative d'interprétation de la place qu'occupent les archives au sein de la société et de la Nation.

Dans le cas de l'usine Motte-Bossut, l'architecte oeuvre sur un édifice dont l'architecture donne d'emblée une certaine interprétation des rapports de force au sein de la société issue de la révolution industrielle. Il serait commode, mais caricatural, de présenter l'usine comme la château féodal écrasant de sa masse les masures du prolétariat nouvellement urbanisé (ne serait-ce que parce qu'une telle interprétation néglige le rôle clef de la petite bourgeoisie, propriétaire des logements ouvriers, dont l'oppression redoublait, de fait, celle opérée par l'industriel). En revanche, on ne saurait nier que la référence historiciste traduit un désir de légitimation historique de l'oeuvre accomplie en quelques décennies par une bourgeoisie dont l'action a transformée un bourg de 8000 habitants en agglomération de plus de 125 000 âmes. Si la référence médiévale s'est souvent imposée dans le traitement architectural des usines, les demeures bourgeoises témoignent quant à elles du recours à d'autres références (renaissance flamande, classicisme français). L'usine est physiquement un des lieux d'expression du pouvoir de cette bourgeoisie ; outil et expression de la fortune conquise et acquise, elle devient, par l'usage symbolique récurrent de certains de ses éléments architecturaux, l'emblème de la fortune pérennisée : la cheminée crénelée, élément fonctionnel du bâtiment devient point de repère de l'espace urbain, métonymie de la filature et pour finir marque de fabrique (Sporvel, le velours Motte-Bossut porte la cheminée sur ses coupons, cheminée qui n'apparaît plus comme telle, puisque le produit est baptisé « velours à la tour »).

En reprenant le motif de la tour, colorié, stylisé, modernisé, les designers du Centre affirment la continuité de l'âme des lieux par delà la mutation fonctionnelle. Cette continuité, on l'a vu, est souhaitée dès la phase de programmation : souci de préserver la perspective fuyante vers le fond de l'impasse pour restituer le cheminement des ouvriers vers l'entrée de l'usine ou encore intervention de la CRMH pour prévenir tout « travestissement » excessif de l'édifice. Alain Sarfati préserve dans une partie la structure initiale : vouâins de briques, colonnes de fonte. Il force le trait de la métaphore médiévale - peut-être jusqu'à la caricature - par le pont-levis tendu en direction de la ville. Il suggère enfin d'autres pistes de lecture : l'usine Motte-Bossut, telle un paquebot amarré en plein coeur de Roubaix. Des décors muraux évoquent les pavillons marins, les trémies percées créent autant de ponts pareils à ceux d'un transatlantique.

Le reste est affaire d'appropriation. Les missions du centre ont évolué depuis l'époque de sa création. Aux archives d'entreprises se sont ajoutées celles des syndicats, celles des acteurs du christianisme social, de l'action caritative, de l'architecture et de la ville. Si l'usine fut un lieu de violence sociale, physique et symbolique (son architecture en porte les stigmates), le CAMT est

un lieu de réunion et de dialogue social, qui permet la confrontation et la comparaison des sources. Pacifiée et lumineuse, son architecture invite à voir dans les archives, selon la belle formule d'Heinz Wismann lors du colloque *Les Français et leurs archives*, « *le lieu d'expression de la véritable démocratie* ».

Christian Hottin

Chef de la mission ethnologie

Direction de l'architecture et du patrimoine

Ministère de la Culture

Christian.hottin@culture.gouv.fr